



La chute du mur de Bruxelles. La souveraineté des peuples en question

Par [Chems Eddine Chitour](#)

Mondialisation.ca, 27 juin 2016

Région : [L'Europe](#)

«Il faut que tout change pour que tout redevienne comme avant»

Tancredi dans Le Guépard, de Giuseppe Tomasi di Lampedusa

J'avais affirmé dans une précédente contribution que tout sera fait pour que le Royaume-Uni reste dans l'Union européenne. En apparence, le Royaume Uni est en dehors de l'Union, ce qui, d'une certaine façon, ne nous étonne pas s'agissant de la force de la démocratie dans ce pays. Pour rappel, l'Angleterre est dépositaire de la *magna carta* (la Grande Charte) des libertés d'Angleterre qui garantit le droit à la liberté individuelle et limite l'arbitraire royal et établit en droit *l'habeas corpus* qui empêche, entre autres, l'emprisonnement arbitraire. En effet, comme lu sur l'Encyclopédie *Wikipédia* chaque pays de *common law* qui possède une Constitution a subi l'influence de la Grande Charte, ce qui en fait peut-être le document juridique le plus important dans l'histoire de la démocratie moderne, mais il marque surtout le passage d'un État simple absolu, à celui d'un État de droit. Ceci pour l'histoire

Je suis d'autant plus satisfait de cela du fait, que s'agissant de l'Europe, dans l'absolu, même si tout ceci est peut être truqué comme nous le verrons, plus rien ne sera jamais comme avant. S'il était facile de terrasser des peuples faibles comme la Grèce pourtant elle aussi, berceau premier de la démocratie, il n'en est pas de même avec le Royaume-Uni. Trop c'est trop disent les Anglais, surtout les faibles. Désormais, nous, dit on, les peuples ont leur mot à dire. Nous allons analyser dans ce qui suit le long délitement des droits des peuples au fur et à mesure qu'ils sont dépossédés de leur souveraineté et de leurs prérogatives par la Commission de Bruxelles. Tout en espérant que ce n'est pas une « manipulation » dont nous parlerons à la fin de cette contribution et qu'ils ne soient pas, en définitive, dépossédés de leurs espérances suite à un plan diabolique pour la mise en place d'un nouvel ordre financier encore plus drastique.

Pourquoi l'Union européenne risque de disparaître?

Dans une contribution pertinente, mais déjà ancienne, plusieurs intellectuels, notamment de gauche avaient attiré l'attention contre cette politique suicidaire qui lamine les solidarités et précarise les travailleurs au nom de la productivité, de la flexibilité.

Corrine Corbin chercheuse en sciences politiques résume cela à l'occasion de la parution d'un numéro de *Manière de Voir du Monde diplomatique* qui fait le procès en règle de tous

les travers de l'Union Européenne. C'était en 2013! et le texte n'a pas pris une ride! Nous lisons:

«Si les peuples savaient... Le nouveau numéro de Manière de voir arrive à point nommé pour saisir les enjeux, les fractures et les espoirs que la crise porte à ébullition dans le grand chaudron de l'Union européenne. Impossible, pour qui se soucie de l'avenir de la démocratie ainsi que des droits politiques et sociaux fondamentaux, de ne pas s'informer encore et encore sur cette étonnante organisation, et sur les politiques défailtantes mises en oeuvre par ses dirigeants, afin de réfléchir à la parade.» (...) le numéro revient d'abord sur le processus, d'inspiration libérale, qu'a connu le projet européen de ses débuts à aujourd'hui: même si «en 1958, le ver 'libéral' était déjà dans le fruit», d'autres histoires étaient possibles que celle marquée, en ce début du XXIe siècle, par l'obsession maniaco-destructrice acharnée contre les solidarités sociales.»(1)

«Dans la deuxième partie, intitulée ' Navigation à vue », les flous, les contradictions et la pléthore de montages juridiques, la déception des nouveaux entrants et les attermoissements des futurs membres, la tentation des «grands» - comme aujourd'hui l'Allemagne - d'incarner le primus inter pares («premier parmi les pairs»), nous rappellent l'imprécision originelle du rêve communautaire: l'Europe correspond-elle à une géographie? La dernière partie met en miroir deux forces antagonistes: celle, méprisante pour l'intérêt des populations, représentée par une oligarchie nichée au coeur des réseaux financiers; celle, dispersée et mal organisée, des peuples en colère. Mais comment passer de la colère à l'action? Comment transformer un ordre politique dont les élites usent pour consolider ce qu'il faudrait changer et «réformer» ce qu'il faudrait renforcer? Quelques pistes stimulantes sont ébauchées.»(1)

Dans une contribution remarquable l'intellectuel Serge Halimi du Monde diplomatique, avait fait le procès des travers d'une Europe de plus en plus éloignée des aspirations des peuples qui la composent au profit d'une oligarchie sans pitié pour les faibles. Nous lisons:

«Un mouvement jeune et plein d'énergie entendait transformer une nation et réveiller le Vieux Continent. L'Eurogroupe et le Fonds monétaire international (FMI) ont écrasé cette espérance. Au-delà du choc que les événements grecs représentent pour certains des partisans du projet européen, trois enseignements s'en dégagent. D'abord, la nature de plus en plus autoritaire de l'Union à mesure que l'Allemagne y impose sans contrepoids ses volontés et ses obsessions. Ensuite, l'incapacité d'une communauté fondée sur une promesse de paix à tirer la moindre leçon de l'histoire, même récente, même violente.»(2)

«Au départ, ajoute l'auteur, l'intégration européenne a prodigué à ses citoyens les avantages matériels collatéraux de l'affrontement Est-Ouest. (...) Certains acteurs de la Guerre froide, comme l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan), ont survécu à la chute du Mur en s'inventant d'autres monstres à détruire sur d'autres continents. (...) En janvier dernier[2015 ndr], quand Syriza remporte les élections, ce parti de gauche a raison sur (presque) toute la ligne. Raison de lier l'effondrement de l'économie grecque à la purge administrée depuis cinq ans au pays tantôt par les socialistes, tantôt par la droite. (...) Raison de rappeler qu'en démocratie la souveraineté appartient au peuple et que celui-ci s'en trouverait dépossédé si la même politique lui était imposée quoi qu'il décide. A quoi bon plaider son dossier devant un peloton d'exécution? (...) Hélas, on ne combat pas un char d'assaut avec des violettes et une sarbacane.» (2)

Prenant la défense d'une Grèce exsangue en face d'une troïka vautour et d'un ministre allemand de l'économie sans état d'âme, il poursuit:

«Coupables de leur innocence, les dirigeants grecs ont pensé que les créanciers du pays seraient sensibles au choix démocratique du peuple grec, de sa jeunesse en particulier. Les élections législatives du 25 janvier dernier d'abord, le référendum du 5 juillet ensuite provoquèrent au contraire la stupéfaction outragée de Berlin et de ses alliés. Ils n'eurent plus qu'un but: châtier les rebelles et ceux que leur vaillance aurait pu inspirer. La capitulation ne suffisant plus, elle devrait s'accompagner d'excuses (Athènes a admis que ses choix économiques avaient provoqué une rupture de confiance avec ses partenaires) doublées de réparations: des actifs publics privatisables d'une valeur égale au quart du produit national grec seront gagés pour le compte des créanciers. Grâce au soutien décidément inestimable de M.François Hollande, la Grèce a simplement obtenu que ces gages ne soient pas transférés au Luxembourg. Chacun se prétend soulagé: la Grèce paiera. (...) L'économiste britannique John Maynard Keynes avait compris d'emblée la vanité d'une telle politique d'humiliation et de prise de gages: si l'Allemagne, comme aujourd'hui la Grèce, ne payait pas, c'est qu'elle ne le pouvait pas». Toutefois, leur acharnement punitif a déjà obligé les pays de l'Eurogroupe à engager en juillet trois fois plus d'argent (86 milliards d'euros) qu'il n'aurait été nécessaire si la somme avait été débloquée cinq mois plus tôt, puisque, entre-temps, l'économie grecque s'est écroulée faute de liquidités.» (2)

«Poursuivant son plaidoyer, Serge Halimi nous explique la mécanique de la mise à mort de la Grèce: «Le 27 juin, lorsqu'il annonce son référendum, le Premier ministre Alexis Tsipras recourt d'ailleurs à des termes proches de ceux d'une déclaration de guerre. Il vilipende «une proposition [de l'Eurogroupe] en forme d'ultimatum adressé à la démocratie grecque». Et il accuse certains de ses «partenaires» d'avoir pour objectif d'«humilier tout un peuple». (...) Car l'inimitié ne concerne plus seulement Athènes et Berlin. «Nous ne voulons pas être une colonie allemande», insiste M.Pablo Iglesias, dirigeant de Podemos en Espagne. «Je dis à l'Allemagne: ça suffit! Humilier un partenaire européen est impensable», laisse échapper le président du Conseil italien Matteo Renzi, «Dans les pays méditerranéens, et dans une certaine mesure en France, observe le sociologue allemand Wolfgang Streeck, l'Allemagne est plus détestée qu'elle l'a jamais été depuis 1945. (...) L'Union économique et monétaire, qui devait consolider définitivement l'unité européenne, risque à présent de la faire voler en éclats». Le 7 juillet 2015, lors de la réunion d'un Conseil européen, plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement ont signifié à M.Tsipras l'exaspération qu'il leur inspirait: «On n'en peut plus! Ça fait des mois qu'on ne parle que de la Grèce! Il faut prendre une décision. Si tu n'es pas capable de la prendre, on la prendra à ta place.» (..) Un nombre croissant de militants de gauche et de syndicalistes estiment au contraire qu'il vaudrait mieux s'arrêter et réfléchir. Même pour ceux qui redoutent qu'une sortie de l'euro ne favorise la dislocation du projet européen et le réveil des nationalismes, la crise grecque a offert un cas d'école démontrant que la monnaie unique s'oppose frontalement à la souveraineté populaire. (...) Dans son histoire, la Grèce a déjà soulevé de grandes questions universelles. Cette fois, elle vient de révéler à quoi en vérité ressemble l'Europe dont nous ne voulons plus.» (2)

Suspension de la démocratie à la faveur de la crise

Cédric Durand, Razmig Keucheyan abondent dans le même sens en s'interrogeant sur le mérite du Noble attribué à l'Union européenne:

«Ironie grinçante, encouragement ou épitaphe? L'attribution du prix Nobel de la paix à l'Union européenne, le 12 octobre dernier, peut susciter la perplexité quand, au même moment, la Banque centrale européenne et la Commission de Bruxelles mènent une guerre budgétaire contre plusieurs pays membres. Ce choix appelle en tout cas une réflexion sur la nature du régime politique de l'Union. La crise économique ouverte en 2007 a révélé les contradictions inhérentes à la construction européenne. Elle a démontré que l'Union s'adossait à un régime politique autoritaire, susceptible de suspendre les procédures démocratiques en invoquant l'urgence économique ou financière. Au cours des quatre dernières années, des institutions échappant à tout contrôle populaire, telles la Banque centrale européenne (BCE) et la Commission européenne, ont ainsi – avec la collaboration active des classes dominantes de ces pays – dicté leur feuille de route aux peuples irlandais, hongrois, roumain, grec, italien, espagnol, portugais, français, etc. Le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (Tscg), le contrôle budgétaire des Etats membres et la surveillance des banques par l'Union prolonge ce mouvement. Comment caractériser cette forme de gouvernement des peuples sans les peuples?» (3)

C'est en tout cas, l'avis du sociologue Pierre Levy qui rapporte que tout fut utilisé pour convaincre les promesses et les menaces et qu'il ne fut pas tenu compte des aspirations des peuples:

«Cette opposition entre 'le haut ' et 'le bas » de la société est une constante qu'on retrouve dans toutes les consultations sur l'Europe.» De même qu'en dit long l'interminable liste des membres de la Sainte-Alliance qui, des mois durant, a tout tenté – en particulier un incroyable chantage au chaos – pour éviter le «cataclysme» annoncé: les USA remportent à cet égard la palme, avec une visite à Londres tout exprès du président Obama... (...) Car ce bras d'honneur adressé à Bruxelles est le quatrième en moins d'un an. Les Grecs (juillet 2015), les Danois (décembre 2015) et les Néerlandais (avril 2016) avaient déjà fait entendre un Non retentissant lors des référendums portant sur l'Europe.» (4)

«A l'époque, poursuit-il ce sont bien les ouvriers, et plus généralement le monde du travail, les exploités, les dominés, qui s'étaient révoltés contre le projet européen dont on pourrait résumer ainsi l'objectif le plus essentiel: enlever aux peuples la liberté de déterminer les grands choix qui conditionnent leur avenir. (...) Reste que les électeurs britanniques n'ont sans doute pas oublié comment fut bafoué le Non français au TCE, de même que la manière humiliante dont furent traités les Irlandais lorsqu'on leur demanda – par deux fois – de recommencer leur vote parce qu'ils n'avaient pas donné la bonne réponse du premier coup... En 1989, la chute du Mur de Berlin ouvrait une ère où les dirigeants occidentaux ont espéré étendre leur domination sur le monde entier, dessaisir les peuples de leur liberté, et en profiter pour imposer des reculs sociaux littéralement sans précédent. Mais un formidable retournement du rapport de force s'est esquissé le 23 juin 2016. On suggère à tous les progressistes d'en mesurer l'ampleur. Et le sens.»(4)

Cap sur les nationalismes et haro sur le Royaume-Uni

«Hors de l'Union européenne, le royaume britannique restera-t-il aussi «uni»? L'Écosse, qui a souhaité à 62% demeurer dans l'UE, pourrait cette fois opter en faveur de l'indépendance. En Angleterre et au Pays de Galles, la carte électorale fait ressortir les fractures d'un pays en pointe dans le déploiement des politiques néolibérales depuis l'arrivée aux affaires de Margaret Thatcher

en 1979: pauvres contre nantis, ouvriers contre cadres supérieurs, campagnes contre villes, province anglaise contre élite londonienne. Après le verdict britannique, les dirigeants européens qui s'entêteraient à défendre leurs dogmes libéraux et fédéralistes, par un «renforcement de la zone euro» comme le projette le président français, prendraient consciemment le risque d'un emballement nationaliste plus puissant encore que celui qui déjà ébranle le continent. Angela Merkel, François Hollande et Jean-Claude Juncker, tous comptables du naufrage actuel de l'Union européenne, ne sauraient être les artisans du changement fondamental de cap que celle-ci réclame.» (5)

Une évidence commence à se faire jour, au-delà de la détresse des peuples dépossédés de leurs prérogatives il semble que le Brexit a été planifié. Cette contribution suivante montre la mécanique diabolique qui consiste à manipuler à travers l'information, les peuples pour une stratégie autrement plus perverse que ce qui se passe à la commission Européenne.

Nous lisons :

« Nous savons que le phénomène a été planifié et financé, mais nous ne savons toujours pas pourquoi. Un bon nombre de ces migrants s'était donné rendez-vous à Calais, formant une masse menaçante pour la Grande Bretagne. Beaucoup de partisans du Brexit avouent que le phénomène migratoire a joué une certaine influence sur leur décision de rejeter l'UE. Y a-t-il un lien de cause à effet, et faut-il voir le phénomène migratoire comme un moyen destiné à inciter au Brexit ? Si oui, il y aurait alors un autre lien à faire, avec le fait que David Cameron n'avait strictement aucune raison d'enclencher le référendum. Poutine lui-même en avait fait la remarque. Les motivations du Premier Ministre britannique qui ont été avancées ne tiennent pas la route, sachant le cataclysme qui en résulterait en cas de Brexit gagnant . Cette hypothèse, si elle se vérifie, alors le Brexit serait un événement historique majeur, mais pas pour les raisons qui ont été avancées jusqu'ici. Il s'agirait d'une opération de très grande envergure, mêlant Syrie, Irak, Etat Islamique, migration, réarmement, et peut-être même mouvements sociaux. »

« Les médias nous poussent à penser que le référendum sur le Brexit a été le seul choix du peuple britannique et que ce Brexit menace nos vies et nos économies en nous jetant dans l'inconnu. Des transferts d'argent ont été observés depuis plusieurs mois sur la zone allemande en direction d'un marché stable et riche. La bourse de Francfort négocie depuis plusieurs années sa fusion avec la City, un plan secret était élaboré par Berlin pour mettre en route la feuille stratégique et pour privilégier des accords avec le Royaume-Uni. (...)En fait, tout est sous contrôle depuis des mois. (...) Les médias ne parlent pas de la fusion des bourses, ni d'un plan secret allemand. Dans un article financier du 24 juin 2016 le conseil d'administration de la bourse allemande dit vouloir obtenir le siège principal même après la fusion de la City et de la bourse de Francfort. Le but est d'avoir un champion économique en Europe. Le 4 juillet les actionnaires du LSE, London Stock Exchange, doivent donner leur aval. Les actionnaires de la bourse allemande ont jusqu'au 12 juillet pour accepter l'offre. Voilà ce qu'un article du WirtschaftsWoche titrant, « Betriebsrat will Frankfurt als Hauptsitz auch nach LSE-Fusion », révèle. Le ministre fédéral des Finances de Berlin applique un plan secret, comme le dit le Handelsblatt. Un institut libéral et nationaliste allemand basé à Munich a clairement écrit avant le référendum que rien de particulier n'aura lieu avec le Brexit car tout est sous contrôle » (6).

« Maintenant conclut l'auteur, l'Allemagne passe à une autre étape. Merkel doit dégager en 2017 et l'AfD a été fondé en 2013 (date du lancement de l'idée du Brexit...) pour prendre le pouvoir en Allemagne pour mener une politique nationaliste de manière ouverte. Avec le Brexit l'Allemagne devient le

seul chef en Europe et se partage avec les Britanniques le pouvoir commercial et politique en Europe.(...) L'idée de lancer un référendum Brexit date de 2013 tout comme le lancement du parti patriote AfD, le parti qui n'arrête pas de monter dans les sondages ! » (6)

On peut penser qu'à partir de maintenant plus rien ne sera comme avant. Sauf qu'en *théorie* pour donner le change , Ce sera la curée et ceci pour éviter dit-on , la contagion. Les parties d'extrême droite exigeront la sortie de l'Union, ce sera le cas de la France et des Pays-Bas. Pourtant, pour éviter que le Traité de libre-échange US-UE ne puisse pas être défait, on peut penser que les Etats-Unis seront à la manœuvre. Thierry Meyssan écrit dans cet ordre du « *tout sous contrôle* » :

«(...) Il a été décidé de tout faire pour empêcher la nomination du leader conservateur du Brexit, Boris Johnson, à Downing Street et de favoriser une personnalité de «consensus» apte à «réconcilier» les Britanniques. Cette personnalité négocierait les modalités de la sortie de l'Union européenne. De son côté, l'Union proposerait de substituer aux accords actuels des dispositions presque identiques. À l'issue de ce processus, le Royaume-Uni aurait perdu son siège au Conseil européen, mais resterait de facto dans le Marché commun.»
(7)

En clair? il faut que tout change pour que tout redevienne comme avant, Il ne reste aux peuples européens notamment ceux du Sud (France y c compris) qui semblent perdre pied devant le rouleau compresseur anglo-saxon, que les yeux pour pleurer. Ainsi va le monde.

Professeur Chems Eddine Chitour

Ecole Polytechnique enp-edu.dz

1. Corinne Gobin: <https://www.monde-diplomatique.fr/2013/06/GOBIN/49170>
2. Serge Halimi: <http://www.monde-diplomatique.fr/2015/08/HALIMI/53505>
3. Cédric Durand, Razmig Keucheyan <http://www.mondediplomatique.fr/2012/11/DURAND/48383>
4. Pierre Levy <https://francais.rt.com/opinions/22682-union-europeenne-morte>
5. <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2016-06-25-Brexit-avant-apres>
6. Olivier Renault <http://reseauinternational.net/le-brexit-un-calcul-strategique-et-voulu/>
7. Thierry Meyssan <http://www.voltairenet.org/article19251>

Article de référence http://www.lexpressiondz.com/chroniques/analyses_du_professeur_chitour/244509-les-peuples-redeviennent-souverains.html

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Chems Eddine Chitour](#), Mondialisation.ca, 2016

Articles Par : [Chems Eddine Chitour](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca